

*Questions orales***LE LOGEMENT****LE GRAND TORONTO—L'UTILISATION DES TERRAINS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du logement. La crise de logements abordables dans le grand Toronto atteint des proportions alarmantes, mais le gouvernement fédéral refuse de prendre la tête d'un mouvement visant à alléger la charge que représente le logement pour les Canadiens moyens de cette région urbaine.

Je voudrais donc poser une question au ministre. Etant donné que le gouvernement fédéral détient beaucoup de terrains dans la région du grand Toronto—environ 25 000 acres en tout—pourquoi refuse-t-il d'utiliser les terrains considérés comme excédentaires pour la construction de logements abordables qui seraient accordés dans l'ordre des priorités, de façon à freiner l'évolution d'une situation qui est en train de faire de Toronto le terrain de jeu des gens aisés.

**L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, nous savons que le rapport McLaughlin disait que certains terrains fédéraux pouvaient être considérés comme excédentaires dans la région de Toronto. Nous examinons ce rapport en détail. Je suis heureux de dire au député que dans un délai raisonnable nous pourrions, je pense, faire savoir ce que sera notre position.

Je sais que la situation du logement à Toronto est difficile. Des membres du caucus conservateur ont déjà présenté des instances au gouvernement. Nous les considérons très sérieusement.

**LES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT**

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, non seulement le gouvernement n'a pas usé de son influence dans le domaine immobilier pour alléger les pressions, mais il n'a pas présenté non plus de nouveaux programmes de construction résidentielle innovateurs qui pourraient aider les Canadiens.

Puisque le rêve des jeunes couples de posséder leur propre maison s'est envolé en fumée, qu'il s'est transformé en cauchemar, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas rétabli un programme comme le REEL qu'il a supprimé il y a quelques années ou un programme de déduction hypothécaire qui permettrait à l'acheteur d'une première maison d'habiter Toronto qui est devenue uniquement une ville de travail fréquentée par des banlieusards obligés de parcourir des distances de plus en plus grandes pour gagner leur vie? Le gouvernement établira-t-il au moins des programmes financiers qui permettront aux jeunes couples canadiens de demeurer à Toronto, la ville où ils ont choisi de vivre?

**L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, je signale au député que le cinquième

des logements sociaux construits au Canada, soit 100 000 logements, sont situés à Toronto. L'an dernier, cette ville a obtenu 18 p. 100 du portefeuille de l'habitation. A la suite des très nombreuses consultations qu'a entreprises le gouvernement, nous avons décidé, sur l'avis des intéressés, de consacrer tous nos fonds aux plus démunis. C'est ce que nous faisons en collaboration avec les provinces pour que plus de gens que jamais auparavant puissent profiter de l'aide du gouvernement du Canada.

\* \* \*

**LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA****LA DÉFINITION DES DÉPENSES ÉLECTORALES**

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Au début de la période des questions, le vice-premier ministre a dit que le gouvernement ne pourrait pas faire adopter une définition du terme «dépenses électorales» avant au moins trois ou quatre mois. Ma question est la suivante: Comme il y a maintenant plus de six mois que, après avoir enquêté sur les affaires du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le comité des élections, des privilèges et de la procédure a recommandé de supprimer l'échappatoire relative aux dépenses électorales, pourquoi le gouvernement n'a-t-il toujours rien fait?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, nous avons toujours été prêts à régler ce problème. Le NPD a beau toujours vouloir faire la pluie et le beau temps, nous avons tout de même quelques idées légitimes et réalistes. Le NPD croit détenir la vérité en tout.

**M. Angus:** Voyons les vôtres.

**M. Mazankowski:** Nous sommes disposés à mettre de l'avant...

**M. Broadbent:** Vous n'avez rien mis de l'avant.

**M. Mazankowski:** Au contraire, monsieur le Président. Nous avons saisi la Chambre d'un projet de loi. J'ai écrit deux ou trois lettres aux députés d'en face pour les informer des modifications auxquelles nous sommes favorables. Nous nous sommes dits prêts à régler la question des dépenses électorales. Que pouvons-nous faire de plus?

**LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, le ministre sait très bien—et je le prie de le confirmer—qu'il n'a pas fait une seule proposition, donné une seule définition ou prescrit une seule procédure tendant à régler le problème des dépenses électorales. Contrairement à nous, il n'a pas fait une seule proposition. Nous lui avons demandé à maintes reprises de définir clairement ce qui constitue une dépense électorale. Nous ne cherchons pas à imposer notre point de vue, nous voulons tout simplement qu'il fasse au moins une suggestion.